

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative – Bât A  
19 rue de Ciron  
Cedex 09  
81013 ALBI

ALBI, le 04/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAS EDILIANS**

RD 65  
Lieu-dit Mulatié  
31490 Lèguevin

Références : 81-CARMIN-2023-46  
Code AIOT : 0006801419

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2023 dans l'établissement SAS EDILIANS implanté Carrière de Séverac Route de Cabanès 81220 Damiatte. L'inspection a été annoncée le 24/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS EDILIANS
- Carrière de Séverac Route de Cabanès 81220 Damiatte
- Code AIOT : 0006801419
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière d'argile de Séverac fournit en partie les matériaux nécessaires à l'usine de Damiatte qui produit des accessoires en terre cuite. Les campagnes d'extraction annuelles ainsi que l'apport des déchets pour la remise en état du site sont sous traités par la même entreprise.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- plan de gestion des déchets,
- registre d'entrée des déchets inertes apportés sur le site,
- plan d'exploitation de la carrière.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 16/10/2014, article CE7	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 16/10/2014, article CE3	/	Sans objet
2	Stockage des déchets inertes et des terres non polluées de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/10/2014, article CE4	/	Sans objet
4	Existence d'une installation de	Arrêté Ministériel du 22/09/1994,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	gestion de déchets inertes - vérification	article 1 + annexe I		
5	Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
7	Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
8	Plan de gestion des déchets – lieu d’implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
9	Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
10	Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
12	Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur la gestion des déchets inertes en provenance de l'extraction et ceux apportés sur la carrière pour sa remise en état.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Registres et plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2014, article CE3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour au moins une fois par an un plan de la carrière d'échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés a minima : - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; - les bords de la fouille ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude NGF des points significatifs ;</li> <li>- les pentes des pistes utilisées pour l'exploitation ;</li> <li>- les zones remises en état en les différenciant par type ;</li> <li>- la position des ouvrages visés à l'article SP2 ci-après et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li> </ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait établir un plan conforme le 8 mars 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Stockage des déchets inertes et des terres non polluées de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2014, article CE4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des déchets inertes et des terres non polluées de l'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes et les terres non polluées utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts. L'exploitant se conforme au plan de gestion des déchets inertes et les terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière établi et présenté dans le dossier de demande d'autorisation déposé le 17 septembre 2013 en préfecture du Tarn. Ce plan est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.
<b>Constats :</b> Les stériles de l'exploitation et les déchets issus de l'usine de Damiatte sont employés dans le cadre de la remise en état de la carrière. Ceux de l'usine sont des déchets de préparation avant cuisson ou des déchets de produits en céramique après cuisson. Ces matériaux sont versés et régaliés en fond de la zone extraite sur le site au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation. Le plan de gestion présenté a été mis à jour le 25 mars 2019. Il est cohérent avec les observations faites lors de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Remblayage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/10/2014, article CE7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Remblayage
<b>Prescription contrôlée :</b> Le remblayage est réalisé uniquement avec les matériaux de découverte, les stériles de

l'exploitation et des matériaux inertes extérieurs issus :

- des casses de terre cuite et sèche provenant de l'usine IMERYS de Damiatte ;
- des matériaux inertes communaux de la commune de Damiatte, répondant aux caractéristiques précisées par l'arrêté du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes.

Les matériaux en provenance de l'extérieur sont utilisés après avoir subi un examen visuel et un tri. Les matériaux refusés comme remblais sont stockés dans des bennes et évacués dans les filières appropriées.

Les matériaux putrescibles (bois, papier, cartons, déchets verts, etc...) ainsi que le plâtre sont interdits pour le remblayage.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il répertorie les caractéristiques des matériaux, la provenance, la quantité ainsi que leur localisation en référence à un plan topographique.

Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux superficielles et souterraines. Ce remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés.

Le remblayage des terrains, en dehors de la couche de terre végétale superficielle, est réalisé avec des matériaux inertes au sens de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes puis avec les terres issues du décapage (limons graveleux et terre végétale).

Le volume total des matériaux inertes extérieurs à déposer est de 42 000 m<sup>3</sup> (81 000 tonnes) au rythme de 2500 tonnes par an de casses de terre cuite et sèche et 200 tonnes par an de matériaux inertes communaux.

**Constats :**

Selon l'exploitant, les zones actuellement remblayées l'ont été avec les stériles de l'exploitation et les déchets de l'usine de Damiatte.

Le plan d'exploitation repère les zones remblayées.

Le registre traçant les mouvements des déchets a été examiné pour l'année 2020.

Ce registre ne comporte pas toutes les précisions demandées, en particulier la quantité n'y est pas exprimée en tonnes ou en m<sup>3</sup> et la localisation du remblai sur la carrière n'est pas indiquée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 4 :** Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement.</p> <p>On entend par zone de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins.</li> </ul> <p>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.</p> <p>On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).</p> <p>Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les stériles de l'exploitation et les déchets en provenance de l'usine de Damiatte sont replacés dans les trous de l'excavation à des fins de remise en état.</p> <p>Ces déchets ont un caractère inerte.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 5 : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion et suivi des zones de stockage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets inertes comblent les excavations laissées par l'extraction de l'argile. La stabilité est assurée et le caractère inerte des déchets n'est pas susceptible d'entraîner une pollution.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 6 : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion et suivi des zones de stockage</p>

<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
<b>Constats :</b> Le registre des déchets en provenance de l'usine de Damiatte de l'année 2020 a été examiné. Ce registre identifie les déchets mais ne permet pas de suivre les quantités qui ne sont pas exprimées en tonnes ou en m3.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
<b>Constats :</b> Le plan de gestion des déchets est conforme à la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
<b>Constats :</b> Les déchets sont utilisés dans le cadre de la remise en état de la carrière, ils occupent l'espace laissé par l'exploitation du gisement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 9 : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
<b>Constats :</b> Le plan de gestion est conforme : les déchets ne sont pas traités puisqu'ils sont réputés inertes. Ils sont valorisés dans le cadre de la remise en état du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
<b>Constats :</b> Les déchets réputés inertes ne sont pas à même de provoquer des incidences sur l'environnement ou la santé humaine.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Plan de gestion des déchets – surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
<b>Constats :</b> Une procédure de contrôle et de surveillance est décrite dans le plan de gestion. Elle n'est pas strictement appliquée : il n'est pas possible de faire le lien entre une livraison de déchets et le lieu d'enfouissement correspondant sur la carrière.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 12 :** Plan de gestion des déchets – remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cohérence PGD / terrain
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
<b>Constats :</b> Les déchets inertes utilisés pour la remise en état de la carrière sont déposés au fur et à mesure de l'avancée des travaux d'extraction. Un plan de la remise en état finale figure en annexe à l'arrêté d'autorisation du 16 octobre 2014 et en annexe 9 du plan de gestion.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet